

EL YAWM

Une seule Constitution pour l'ensemble du pays: quels avantages pour le Jammu, le Cachemire et le Ladakh?

*** L'Inde n'a pas mentionné une seule fois dans sa diplomatie la «guerre» et cherche la paix internationale.**

(M.KH, p.10)

L'Inde veut apporter l'emploi, la paix, du développement et de la croissance, ainsi que des chances égales au Jammu-et-Cachemire, tout en étant certaine que les obstacles qui empêchent le Cachemire d'atteindre ses pleines capacités disparaîtront et qu'un nouveau monde de possibilités s'ouvrira à la population du Jammu-et-Cachemire.

L'Inde, selon de nombreux observateurs des affaires internationales, n'a jamais parlé de la guerre dans sa diplomatie et appelle à la paix internationale, comme l'ont confirmé les déclarations de ses responsables selon lesquelles l'Inde travaille sans relâche pour promouvoir le développement et la croissance dans tous les secteurs du Cachemire administré par l'Inde. L'Inde respecte les musulmans et les minorités et assume ses positions fermes, malgré la propagande des médias qui tente d'induire en erreur l'opinion publique internationale en montrant une politique raciste en Inde ce qui est très loin de la réalité, surtout que les connaisseurs des questions stratégiques savent bien et sont pleinement conscients que le poids géopolitique croissant de l'Inde et son statut parmi les pays dérange beaucoup.

Ces dernières semaines, des décisions importantes ont été prises concernant le Jammu-et-Cachemire (J&K). Les articles 370 et 35A ont été abrogés ou substantiellement modifiés et d'autres modifications importantes ont été apportées. Comment ces changements bénéficieront-ils au simple citoyen? Quels avantages profiteront à la région?

Les Articles 370 et 35A sont responsables du retard de J & K Depuis de nombreuses années, l'État de J & K est victime de propagande anti-nationale et d'actions terroristes contre des citoyens innocents. Les articles 370 et 35A sont devenus des outils pratiques pour les éléments malicieux, afin d'attiser le séparatisme et de promouvoir la terreur. Ces deux articles ont longtemps maintenu l'État isolé et à l'écart des processus de développement du pays. Le statut spécial n'a profité qu'à quelques privilégiés, comme par exemple les dirigeants du parti Hurriyat et des personnes qui travaillent pour eux. Malgré l'affectation massive de fonds, les conditions de vie des pauvres et des défavorisés ne se sont guère améliorées. Bien que le Parlement ait adopté un certain nombre de lois progressistes concernant les avantages et le bien-être des personnes, la plupart d'entre elles ne pourraient toutefois pas être étendues à J & K, privant ainsi ses citoyens des avantages dont bénéficient tous les autres citoyens de l'Inde.

Comment cela va-t-il changer maintenant? Comment cela conduira-t-il à éliminer la pauvreté et à stimuler le développement et la croissance?

Voici quelques moyens par lesquels développement et progrès vont s'étendre sur le terrain. Les investisseurs injecteront des capitaux et des ressources, du coup des industries et des services seront créés, les opportunités d'emploi se multiplieront, les grands instituts d'enseignement se multiplieront, le secteur de la santé se développera, le secteur agricole se transformera, la transformation agro-alimentaire fera un bond en avant, les dispositions écologiques et environnementales seront appliquées et la beauté de la nature sera préservée. Tous les droits fondamentaux dont jouissent les citoyens du reste du pays seront désormais accessibles aux résidents du Jammu, du Cachemire et du Ladakh.

Avantages pour les tribus répertoriées

Malgré une population de près de 12%, la communauté ST (Gujjars, Bakerwals et autres) n'avait aucune réserve politique. Les ST auront désormais une représentation politique en réservant des sièges à l'Assemblée, comme dans le reste du pays. La loi de 2006 sur les tribus répertoriées et les autres habitants des forêts traditionnelles (reconnaissance des droits forestiers) est désormais applicable. Il n'y avait pas de loi d'État correspondante. Les droits des communautés tribales / ST résidant dans les forêts depuis des générations seront désormais protégés.

Fin de la discrimination de genre - Les femmes doivent avoir tous les droits

La propriété et tous les autres droits des femmes mariées en dehors de l'État seront désormais pleinement protégés. Tant de femmes de l'État se sont mariées et se sont installées dans d'autres parties du pays et même à l'étranger. Toutes ces femmes conserveront désormais tous les droits légaux sur la terre et tous les autres droits. Toutes les lois et lois centrales protégeant les droits des femmes et des enfants doivent être pleinement applicables à l'État, par ex. Loi sur l'interdiction des mariages d'enfants, loi sur la protection de la femme contre la violence domestique, loi sur la justice pour mineurs, etc. La loi de 2005 sur la Commission de la protection des droits de l'enfant permet de juger rapidement les infractions commises à l'encontre d'enfants, de violer les droits de l'enfant, etc. La 86ème loi de modification constitutionnelle de 2002 (Droit à l'éducation RTE) fait de l'éducation un droit fondamental pour les enfants âgés de 8 à 14 ans. Les avantages offerts par RTE doivent désormais être étendus à J & K, ce qui garantit une couverture universelle en matière d'éducation.

Avantages pour les castes programmées et les autres classes arriérées (OBC)

Les employés de SC ne tiraient pas pleinement parti des avantages offerts par les réservations, notamment en promotion, à l'instar de leurs collègues du reste du pays. Les karamcharies de Safai dans l'État se voyaient refuser les droits de citoyenneté - de ce fait, ils ne pouvaient pas obtenir d'emplois les forçant à rester des travailleurs de l'assainissement. Tous auront désormais la citoyenneté à part entière ainsi que d'autres droits et avantages. Le nettoyage manuel cessera. La loi de 1993 sur la Commission nationale pour Safai Karamchari va maintenant s'appliquer. Cela améliorera les conditions de travail des karamcharies de Safai et permettra de redresser les griefs. Les OBC de J & K vont obtenir leur dû en matière d'emploi et d'éducation - ils tireront pleinement parti des réserves maintenant, comme dans le reste du pays.

Justice pour les réfugiés du Pakistan occidental

Plus de 20 000 réfugiés du Pakistan occidental étaient jusqu'à présent des étrangers dans leur propre pays. Ils se sont vu refuser tous les droits démocratiques, ainsi que les droits de citoyenneté et de propriété. Ils jouiront désormais de tous les droits démocratiques et autres en tant que citoyens du pays.

Investissement, développement et emploi

L'application des articles 370 et 35 A a imposé des restrictions au transfert de terres. En conséquence, l'investissement privé dans les travaux de développement a été sévèrement limité. Aucune grande industrie développée dans l'état. Pas d'investissement majeur dans l'éducation, la santé ou le tourisme. Par conséquent, les possibilités d'emploi, en particulier pour les jeunes, sont restées limitées. La suppression des restrictions encouragera les investissements industriels et privés. Cela stimulera la croissance et l'emploi et conduira à la prospérité pour tous. L'industrialisation de l'État multipliera les possibilités d'emploi pour les jeunes. L'horticulture et la transformation des produits alimentaires locaux seront fortement stimulées - tous les petits, moyens et grands agriculteurs en bénéficieront. L'industrie de l'artisanat, auparavant limitée à certaines destinations, sera désormais en mesure d'exporter et de collaborer directement aux niveaux national et international. Même les artisans pauvres des villages en bénéficieront.

Avantages pour les propriétaires fonciers

Les taux fonciers dans tout le pays ont beaucoup augmenté, alors que ceux de J & K n'ont pas augmenté autant. Cela changera dans les jours à venir. Tout propriétaire qui souhaite vendre sa terre bénéficierait d'une augmentation des prix. Cependant, les craintes des populations quant à la perte de terres et de propriétés ne sont pas fondées. En fait, personne n'est obligé de se séparer de sa terre. Quiconque ne veut pas vendre ses terres aura la pleine liberté de ne pas le faire. La suppression de l'article 370 ne changera pas de propriétaire.

Un grand boost pour le tourisme

Le potentiel touristique de toute la région est immense. Les dispositions spéciales et les restrictions qui en ont résulté ont empêché les principaux acteurs nationaux et mondiaux du secteur d'investir. Les restrictions ayant été supprimées, le potentiel touristique de la région sera pleinement utilisé. Les investissements dans les infrastructures touristiques telles que les hôtels et autres installations augmenteront le nombre de touristes et créeront de nouvelles opportunités d'emploi et de revenus. Tournages de films, tourisme d'aventure, tourisme religieux vont se développer. Les modèles de PPP offriront des opportunités aux entrepreneurs locaux. En conséquence, le tourisme rural augmentera et les avantages qui existaient auparavant uniquement dans les villes atteindront désormais les villages.

Éducation et santé

L'enseignement supérieur dans tout le pays a connu un essor, mais pas chez J & K. À l'heure actuelle, il n'y a pas une seule université privée à J & K. 20 000 étudiants de J & K doivent partir étudier dans d'autres régions de l'Inde. À présent, même ce secteur connaîtra un essor considérable en raison du modèle de PPP en vogue: aucune contrainte pour les étudiants d'aller étudier à l'extérieur. De même, dans le secteur de la santé, il n'existe pas de grands hôpitaux dans le secteur privé. Tant de patients sont obligés de se rendre à Chandigarh, Delhi ou Mumbai pour un traitement spécialisé. Aujourd'hui,

les grands investissements privés dans la santé et l'éducation devraient permettre à des fournisseurs de soins de santé de classe mondiale d'ouvrir leurs franchises et leurs centres de santé. Cela amènerait des soins de santé de première qualité à portée de main. Cela mènera également à des emplois et à la croissance. J & K peut devenir une plaque tournante du tourisme médical pour le Moyen-Orient et l'Asie de l'Est.

New Dawn for Youth - L'égalité des chances pour tous

Alors que les enfants des séparatistes et des politiciens étudient à Londres, à New York, à Singapour et dans d'autres grandes villes du monde, les enfants des pauvres de J & K se sont vu refuser l'accès à un établissement d'éducation décent. Il y aura maintenant une nouvelle aube au Cachemire assurant l'égalité des chances pour tous. Tous les établissements d'enseignement, en particulier les enfants des pauvres, seront modernisés. Le gouvernement mettra l'accent sur l'éducation, l'industrialisation et le développement du tourisme.

Institutions Panchayati Raj

La mise en place d'institutions locales autonomes était jusqu'à présent irrégulière et à la merci du gouvernement de l'État. Pendant de longues périodes, aucune élection de panchayats n'a eu lieu. Les 73ème et 74ème amendements constitutionnels sont maintenant applicables. Le statut constitutionnel a été accordé aux administrations autonomes locales dans les zones rurales et urbaines. Toutes les dispositions relatives aux Panchayats et aux administrations autonomes locales doivent être pleinement applicables. Les panchayats recevront désormais un financement direct - les gens décideront de leurs propres priorités en matière de développement. Cela conduira au renforcement de la démocratie à la base.

Transparence et imputabilité et contrôle de la corruption

L'absence de lois strictes a conduit à la corruption et à une faible responsabilisation. En conséquence, une grande partie du financement n'a pas atteint les pauvres. Ainsi, malgré des dépenses massives, peu d'impact a été constaté sur le terrain. Désormais, toutes les lois centrales anti-corruption, y compris la loi sur les dénonciateurs, seront applicables. Une surveillance par tous les organismes centraux et des chiens de garde assureront une réduction de la corruption. La transparence et la responsabilité doivent augmenter. Les fonds réservés aux personnes atteindront effectivement les bénéficiaires. La corruption sera contrôlée.

106 lois favorables aux citoyens et 9 amendements constitutionnels de la Constitution indienne doivent maintenant être appliqués. Auparavant, l'applicabilité des lois centrales au Jammu-et-Cachemire (J & K) était limitée. Aucune loi centrale ne pouvait être rendue applicable à J & K, sauf par procédure spéciale. En conséquence, de nombreuses lois ne pouvaient pas être appliquées à J & K, privant ainsi les résidents locaux des avantages de ces législations. Tant de lois progressistes telles que la loi de 2001 sur le droit à l'éducation, le maintien et le bien-être des parents et des personnes âgées, la loi sur la Commission nationale pour les minorités et les lois en faveur des femmes, des enfants et des handicapés seront désormais applicables. L'application de ces lois aidera les couches les plus vulnérables de la population.